

# OBSERVATOIRE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DU NORD-EST (OSANE)

## BULLETIN D'INFORMATION

Volume 1/ numéro 1-23

Date de publication : Mars 2023

### SOMMAIRE

- 1- SITUATION  
PLUVIOMETRIQUE ET  
AGRICOLE
- 2- DISPONIBILITE  
ALIMENTAIRE
- 3- ACCES AUX ALIMENTS ET  
APPROVISIONNEMENT  
DES MARCHES
- 4- UTILISATION
- 5- CONCLUSION,  
PERPECTIVES, ET  
INTERVENTIONS DES  
ACTEURS

### RESUME DE LA SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE

Les conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus vulnérables du département du Nord-Est continuent de se dégrader au cours de la période d'Octobre 2022 à Janvier 2023.

La détérioration de la situation alimentaire résulte d'un ensemble de facteurs perturbant la disponibilité et l'accès alimentaire des ménages, tels que, la mauvaise performance consécutive des campagnes agricole de printemps, d'été et d'automne, la dégradation accélérée de la gourde par rapport au dollar américain et au Peso dominicain, le faible pouvoir d'achat des ménages et la hausse de prix des denrées alimentaires et du carburant.

Face à l'ampleur de cette situation, des acteurs sont intervenus en fournissant un appui à la production agricole et au maintien des moyens de subsistance de certains ménages des communes de Fort-Liberté, de Sainte Suzanne et de Trou du Nord. Mais, ces interventions apparaissent insuffisantes par rapport au nombre de personnes en besoin d'assistance.

En outre, les services de base (eau, assainissement, hygiène de base, etc.) demeurent structurellement inadéquats.

La dernière analyse de la Classification Intégrée de la Phase de Sécurité Alimentaire (IPC) effectuée par la CNSA pour la période allant de septembre 2022 à février 2023, indique une augmentation du nombre de personne en insécurité alimentaire aiguë. Environ 216, 682 personnes (55 % de la population analysée) sont classées en phase 3+ de l'IPC contre 196, 984 personnes (50% de la population analysée) en septembre 2021.

Des interventions d'urgences s'avèrent donc nécessaires pour supporter les ménages les plus pauvres et les plus affectés afin de leur permettre de mieux répondre à leurs besoins alimentaires immédiats et de protéger leurs moyens d'existence.

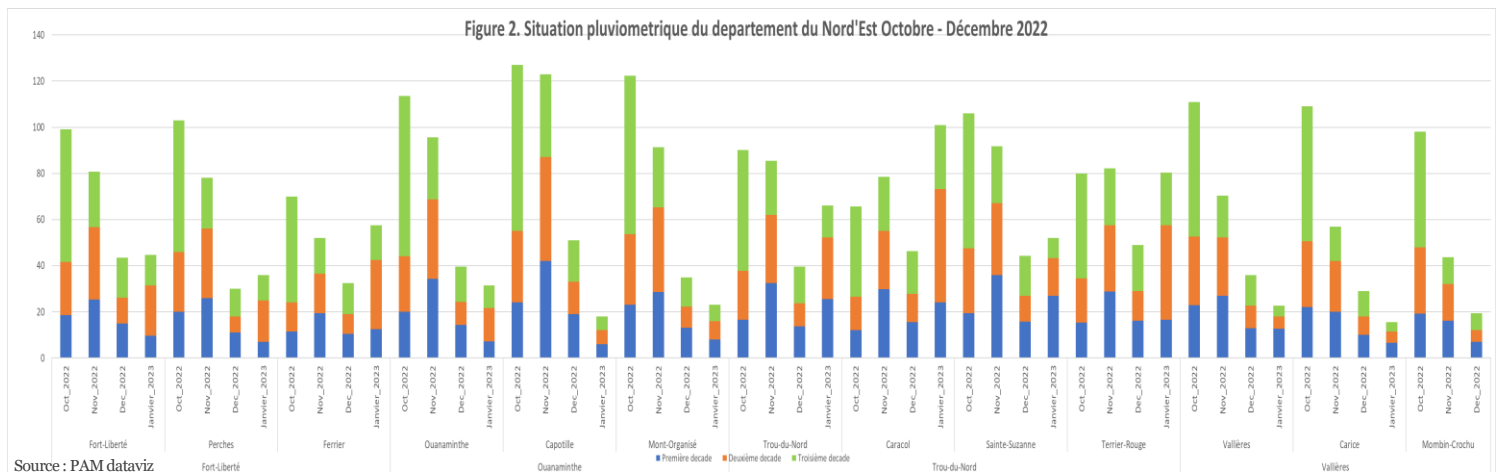
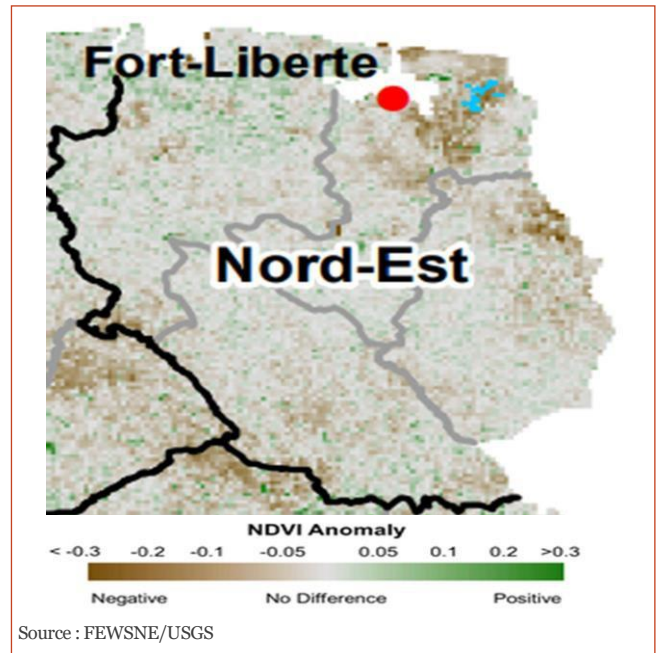
## SITUATIONS PLUVIOMÉTRIQUES ET AGRICOLES

Au regard de la figure 2, une mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations a été observée entre les mois d'octobre 2022 et de janvier 2023. Au cours des mois d'octobre et de novembre 2022, la situation pluviométrique du département du Nord-Est a été plus ou moins favorable au développement des cultures. Mais, entre décembre 2022 et janvier 2023, on a enregistré des déficits hydriques. Cette situation a engendré une mauvaise production de la campagne d'automne et perturbe le bon déroulement de celle d'hiver. Elle menace également la disponibilité des semences et de boutures pour le démarrage de la prochaine campagne de printemps. La carte de l'Indice de Différence Normalisée de Végétation (NDVI) ci-contre illustre une anomalie de la situation à la première décade du mois de décembre 2022.

D'habitude, les récoltes des campagnes de printemps, d'été et d'automne, améliorent la disponibilité alimentaire au cours des mois de novembre à janvier dans le département du Nord-Est. Mais, les déficits pluviométriques, associés au manque d'investissement et d'accompagnement des agriculteurs, n'ont pas permis d'atteindre cette amélioration cette année. Certaines denrées comme l'igname, le pois Congo ainsi que le riz d'été ont été disponibles en quantité réduite sur les marchés.

La campagne du haricot d'hiver est en cours, mais sa performance sera impactée tant au niveau des montagnes que des plaines par le déficit hydrique qui s'est accentué au mois de décembre 2022.

Figure 1.-Indice de différence normalisée de végétation (NDVI) anomalie du premier au 10 décembre 2022

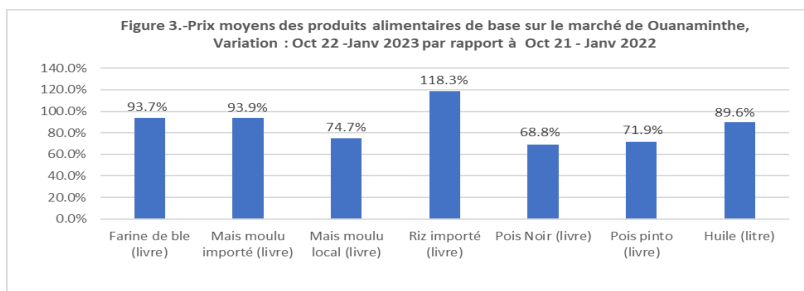


## DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE

D'octobre 2022 à janvier 2023, l'offre des denrées alimentaires est globalement inférieure à la normale. Cette diminution de l'offre est surtout liée à une faible production consécutive des campagnes de printemps, d'été et d'automne ainsi que des troubles sociopolitiques qui limitent l'approvisionnement des marchés. Néanmoins, la forte présence des importations alimentaires en provenance de la République Dominicaine compense en partie la faible disponibilité des produits locaux sur les différents marchés. Dans l'ensemble, les produits vendus au niveau des marchés sont diversifiés.

## ACCES AUX ALIMENTS ET APPROVISIONNEMENT DES MARCHES

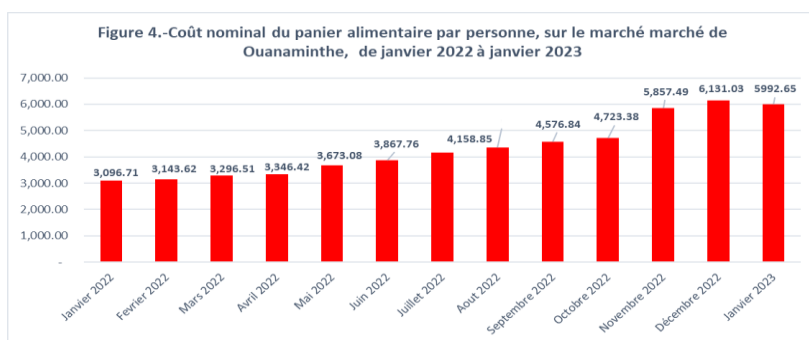
Les prix moyens des produits alimentaires de la période octobre 2022-janvier 2023 par rapport à octobre 2021-janvier 2022, sont en forte hausse, particulièrement pour le riz importé (118,3%), le maïs moulu importé (93,9%), la farine de blé (93,7%) et l'huile végétale (89,6%). La dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain et au Peso dominicain et la hausse du prix du carburant sont parmi les facteurs expliquant cette situation.



Source : CNSA

Cette même tendance haussière est aussi observée pour le coût nominal moyen du panier alimentaire. En effet, pour une personne par mois, la valeur de ce panier est passée à 5992,65 en janvier 2023 contre 4723,38 en octobre 2022 alors qu'en janvier 2022, elle était de 3096,71 gourdes. Donc, sur la période de couverture de ce bulletin, la valeur du panier a augmenté de 26,9 % et de 93,5% en rythme annuel.

Les produits alimentaires vendus dans les différents marchés proviennent en majeure partie du département du Nord et de la République Dominicaine. Cependant, entre les mois d'octobre 2022 et de janvier 2023, les troubles sociopolitiques ont perturbé les transports publics et l'approvisionnement des marchés occasionnant une réduction de la disponibilité alimentaire et un accès physique limité des ménages.



Source : CNSA

## UTILISATION

Le manque de système d'approvisionnement en eau potable et le mauvais entretien de ceux existants ainsi que les difficultés d'accès des ménages des zones précaires aux services urbains sont autant de facteurs qui rendent difficiles l'accès à l'eau potable au niveau du département du Nord-Est. La salubrité et l'innocuité des aliments restent toujours sans contrôle dans les marchés. Les services de santé, d'hygiène ou d'assainissement, ne sont pas à la portée de tous et touchent beaucoup plus sévèrement les quartiers précaires. La demande de ces services augmente de plus en plus dans un système de santé déjà fortement dégradé. Quoiqu'il arrive, le département du Nord-Est n'a pas connu la résurgence de l'épidémie de choléra qui sévit dans le pays depuis le mois d'octobre 2022. Selon le MSPP, au 14 janvier 2023, 16 cas de choléra ont été suspectés dans le département du Nord-Est, mais aucun n'a été confirmé.

## CONCLUSIONS, PERSPECTIVES ET INTERVENTIONS DES ACTEURS

La récolte de la campagne d'hiver se fera dans le courant du mois de février prochain, cependant, le niveau de production s'annonce faible à cause, entre autres, des conditions agroclimatiques défavorables, du manque d'investissement et d'accompagnement des agriculteurs. Cette situation menace la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages au cours de la prochaine période de soudure. On peut s'attendre aussi à une tendance haussière des prix des produits locaux sur les marchés. Selon les prévisions climatiques du Met Office, il y a de fortes chances que ENSO-neutre persiste jusqu'en avril-juin 2023, et une transition vers El Niño par la suite. Si ces prévisions climatiques se réalisent, comme on peut le craindre, ceux-ci auront des impacts négatifs sur la prochaine campagne de printemps. Malgré ces prévisions, vue l'importance de cette campagne, il est nécessaire de fournir un appui aux agriculteurs dans la fourniture en intrants, matériels et crédits.

Afin d'améliorer la production agricole, l'USAID a apporté son appui au MARNDR/DDA-NE au mois de novembre 2022, à travers des interventions auprès de certains agriculteurs des communes de Fort-Liberté, de Sainte Suzanne et de Trou du Nord. Mais, seulement 74 agriculteurs en ont bénéficié. Un autre projet de soutien à la résilience et Food For Work/Assest a été aussi mis en œuvre au bénéfice de 6419 personnes au niveau des communes sus-citées. Cependant, ces interventions apparaissent insuffisantes par rapport au nombre de personnes en besoin d'assistance. Rappelons que, le pourcentage de ménage ayant besoin d'une assistance alimentaire d'urgence a augmenté selon une récente analyse de la Classification Intégrée de la Phase de Sécurité Alimentaire (IPC) effectuée par la CNSA pour la période allant de septembre 2022 à février 2023. Fait inquiétant, cette étude a indiqué que 55 % de la population analysée (environ 216,682 personnes) sont classées en phase 3+ de l'IPC contre 50% de la population analysée (environ 196,984 personnes) en septembre 2021 pour le département du Nord-Est. Dans ce contexte, des actions urgentes s'avèrent donc nécessaires pour assister les ménages les plus pauvres et les plus affectés, en vue de subvenir à leurs besoins alimentaires immédiats et de protéger leurs moyens d'existence.